

metro , 4 avril

Vers une intervention militaire au Mali ?

Le conflit s'envenime au Mali, où les islamistes ont chassé de Tombouctou les rebelles touareg, et où les pays membres de la Cédéao annoncent un "embargo total" contre la junte au pouvoir à Bamako, envisageant même une intervention militaire pour éviter une propagation dans toute la zone sahélienne.

Depuis dimanche soir, **les rebelles touareg règnent en maître sur le nord du Mali**. Et sèment une sacrée pagaille sur tout le continent. Leurs offensives contre les troupes loyalistes ont d'abord conduit à **un coup d'Etat mené par des militaires mutins contre le président Amadou Toumani Touré**, au motif de "l'incompétence" de ce dernier. Mais c'est bien alors que ces putschistes avaient pris le commandement des opérations que **le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA, nom officiel de la rébellion touareg)** a effectué, ce week-end, ses plus belles prises : **les villes de Gao et Tombouctou**. L'impasse est telle que **la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) menace désormais le pays d'une intervention militaire**, craignant que le conflit dégénère **sur tout le Sahel**.

Comme un symbole, figuraient lundi à Dakar aux côtés des chefs d'État membres de cette organisation, des représentants de la Mauritanie et de l'Algérie, qui n'en font pas partie. Ce dont s'est ostensiblement réjoui le président ivoirien Alassane Ouattara : "Nous avons demandé que l'embargo soit total par rapport à tous les États voisins du Mali." Car, sur le front diplomatique, il est, pour le moment, à vrai dire surtout question de cet "embargo total" contre la junte au pouvoir depuis le 22 mars, afin de rétablir l'ordre constitutionnel initial, et ce avant toute autre chose.

Charia

De leur côté, les militaires putschistes se sont contentés de "prendre acte" de la sanction, et de rappeler que "l'urgence est le recouvrement de l'intégrité territoriale" dans le Nord. Un argument qui aurait pu être recevable s'ils avaient effectivement empêché les récentes avancées des rebelles. Or, il n'en a rien été, bien au contraire. Puisque les rangs de ces derniers ont encore gonflé, alors que les Touareg parmi les soldats loyalistes les rejoignent en masse. D'autant que l'affaire s'est encore un peu plus compliquée lundi à **Tombouctou, d'où le MNLA a été chassé par le groupe Ansar Dine, née d'une dissidence d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), qui a fait de la ville son quartier général et compte y appliquer la charia, la loi islamique.**

Un épisode qui permet ainsi de comprendre que la sorte de coalition formée autour du MNLA, qui se dit maintenant touareg et "laïque", n'était que ponctuelle. Et qu'elle était donc bien loin de former une entité. Face aux scènes de pillage qui se multiplient, de nombreux habitants fuient actuellement la région. Et ce n'est peut-être qu'un début. Le front diplomatique africain, on l'a dit, avance lentement. Alain Juppé, le ministre français des Affaires étrangères, continue d'exclure toute intervention militaire unilatérale. Et **l'ONU commencera tout juste à examiner le cas malien dans le courant de la journée de mardi...**

Silences

En Afrique, le silence des grandes nations du monde passe mal. En effet, les voisins du Mali savent bien que le conflit ne concerne pas qu'un seul pays, mais tout le Sahel. Et qu'il trouve son origine dans l'intervention occidentale en Lybie, qui a permis la circulation d'une grande quantité d'armes et le développement de la contrebande. La zone, où l'on ne peut plus désormais circuler sans protection militaire, ne dispose ainsi même pas d'une autorité reconnue, à l'exception de la loi du plus armé, qui fait la part belle aux tribus et autres bandes composées d'ex-mercenaires kadhafistes.

Et, entre les craintes des Européens d'être taxés de néocolonialisme, et le silence étonnant de l'Algérie, qui considère toujours le Sahel comme son domaine réservé tout en refusant catégoriquement l'implantation d'une base militaire américaine au Sahara, la suite des événements pourrait s'avérer explosive. Ce qui fait dire à un haut responsable algérien interrogé par *Slate Afrique* :

"Cette désinvolture à l'égard de ce qui se passe est à la fois scandaleuse et dangereuse. Elle me rappelle l'inertie des Occidentaux quand les talibans ont fait leur apparition en Afghanistan avant d'y prendre le pouvoir. Qu'est-ce qu'ils attendent pour placer la situation au Sahel au coeur des urgences diplomatiques ? Faudra-t-il qu'on assiste à une boucherie dans la région pour que tout le monde se réveille ?" Même pas, lui répondraient les Syriens.